

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 22 MARS 1928

Rapport de la Commission de la Justice, chargée de l'examen de la proposition de loi réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision.

(Voir le n° 14 du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN, président-rapporteur; DE PIERPONT SURMONT
DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LEBON, LIGY et VAN FLETEREN.

MADAME, MESSIEURS,

La très intéressante et très opportune proposition de loi de l'honorable M. Armand Huysmans, que ses honorables collègues, MM. Ligy et Seeliger, ont signée avec lui, a fait de la part du Comité permanent du Conseil de législation l'objet d'un avis arrêté dans sa séance du mercredi 22 février 1928 et reproduit ci-après. Une fois de plus, la collaboration de cette institution se sera avérée précieuse dans l'élaboration de nos lois. On en jugera en confrontant les deux textes que nous mettons en regard, le texte de la proposition et le texte suggéré par le Comité.

Texte de la proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

Sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende égale au quart de la valeur nominale du titre, celui qui, à dessein de nuire, aura émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui aura retiré, après l'émission, tout ou partie de la provision.

Texte du Comité permanent.

ARTICLE PREMIER.

Il est ajouté au Code pénal un article 509^{bis} ainsi conçu :

« Est puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 26 à 3,000 francs :

» 1^o Celui qui sciemment émet sans provision suffisante, préalable et disponible, un chèque ou tout autre titre à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles;

» 2^o Celui qui cède un de ces titres, sachant que la provision n'est pas suffisante et disponible;

» 3^o Le tireur qui sciemment retire tout ou partie de la provision d'un de ces titres dans les trois mois de son émission;

ART. 2.

Les dispositions légales relatives aux circonstances atténuantes sont applicables au délit prévu à l'article 1^{er} de la présente loi.

ART. 2.

» 4^o Le tireur qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, rend indisponible tout ou partie de la provision d'un de ces titres.

Il est ajouté à la loi du 20 juin 1873, sur les chèques, un article 13 ainsi conçu :

« Tout banquier qui, délivrant en carnet des formules de chèques payables à sa caisse, n'aura pas reproduit sur la couverture de chaque carnet le texte intégral de l'article 509*bis* du Code pénal sera passible d'une amende de 50 francs par contravention. »

ART. 3.

L'article 2 n'entrera en vigueur qu'un an après la publication de la présente loi.

De la comparaison de ces deux textes on déduira facilement l'intérêt que présentent les amendements du Comité permanent.

I. — La proposition de loi ne frappe, tout au moins en termes exprès, que l'émission du chèque sans provision. Le texte nouveau frappe :

- a) Le chèque même insuffisamment provisionné, car celui-ci est irrégulier au même titre que celui pour lequel aucune provision n'a été fournie au préalable;
- b) Tout autre titre à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles, assimilé aux chèques par l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873.

II. — La proposition de loi ne frappe, outre l'émission, que le retrait après l'émission de tout ou partie de la provision. Le texte nouveau frappe en outre :

- a) La cession du chèque non suffisamment provisionné;
- b) La défense de payer, appelée communément « blocage de la provision ».

III. — Au point de vue de l'élément moral de l'infraction nouvelle, la proposition de loi ne frappe l'émission ou le retrait que si l'auteur a agi à dessein de nuire, c'est-à-dire de mauvaise foi, elle requiert le dol spécial. D'après le texte nouveau, le dol spécial, c'est-à-dire l'intention frauduleuse ou le dessein de nuire n'est requis que du tireur qui rend indisponible tout ou partie de la provision. Dans les autres cas, il suffira, pour que l'auteur soit punissable, qu'il ait agi sciemment, c'est-à-dire qu'il soit à sa connaissance : ou que la provision ne sera pas constituée, ou qu'elle ne le sera qu'après l'émission, ou que le tiré pour une raison quelconque en refusera le paiement.

IV. — La proposition de loi ne fixe aucun délai à expiration duquel la révocation du chèque cessera d'être punissable. Le texte nouveau fixe un délai de trois mois à partir duquel la provision peut être retirée.

V. — La proposition de loi prévoit dans un article 2 que les dispositions légales relatives aux circonstances atténuantes seront applicables au délit prévu à l'article 1^{er}; le Comité permanent juge cet article superflu du fait de l'incorporation des dispositions nouvelles dans le Code pénal sous la forme d'un article 509bis.

VI. — Le Comité permanent suggère une addition à la loi du 20 juin 1873, sur les chèques faisant à tout banquier qui délivre un carnet de formule de chèques payables à sa caisse l'obligation, sous peine d'une amende de 50 francs par contravention, de reproduire sur la couverture de chaque carnet, le texte intégral de l'article 509bis du Code pénal. Toutefois cette obligation n'existera qu'un an après la publication de la loi.

Examen fait de ces différentes suggestions, auxquelles les auteurs de la proposition de loi se sont ralliés, la Commission de la Justice s'est déclarée unanime à approuver le texte sorti de la consultation du Comité permanent; elle en recommande vivement l'adoption par le Sénat.

Le Président-Rapporteur,
ALEXANDRE BRAUN.

(ANNEXE)

COMITÉ PERMANENT DU CONSEIL DE LÉGISLATION

Avant-projet de loi réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision.

A. — Exposé des motifs.

I. — Observations générales.

L'examen de la proposition de loi de MM. Huysmans et consorts, réprimant pénalement l'émission de chèques sans provision, a fait apparaître la nécessité de mettre en concordance le texte de cette proposition, inspiré de la loi française du 2 août 1917, avec l'article 509 de notre Code pénal, article qui n'a pas son équivalent dans le Code pénal français.

Il a semblé utile de vérifier, en outre,

si la loi adoptée en 1917 par le Parlement français répondait entièrement au but poursuivi et si son application n'avait pas suscité des controverses ou des hésitations dans la jurisprudence, qu'il eût été fâcheux de voir renaître en Belgique dès la promulgation d'un texte identique; il a été constaté ainsi que cette loi est aujourd'hui abrogée chez nos voisins et remplacée par l'article 4 de la loi du 12 août 1926.

Il a paru, enfin, que la proposition ne devait pas être limitée aux chèques et qu'il serait opportun d'y assujettir égale-

ment tous les autres titres à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles, assimilés aux chèques par l'article 1^{er} de la loi belge du 20 juin 1873.

II. — *Eléments matériels de l'infraction nouvelle.*

Le Comité permanent du Conseil de législation est d'accord avec les auteurs de la proposition, pour estimer qu'il faut frapper non seulement l'émission du titre sans provision, mais encore le retrait de la provision après l'émission, et même la défense de payer (appelée communément « blocage de la provision » qui, notifiée par le tireur au tiré entre le moment de l'émission et celui de la présentation, a pour objet de rendre la provision indisponible.

Chacune de ces actions porte, en effet, atteinte à la sécurité des instruments de paiement et ébranle les sentiments de confiance du public, que la proposition de loi a pour but de renforcer.

L'article 509 du Code pénal suffirait, à la rigueur, pour réprimer l'émission sans provision s'il ne fallait envisager que le cas où, en échange du titre non provisionné, le tireur a reçu des fonds, valeurs ou décharges.

Mais l'émission d'un effet non provisionné, s'il est à ordre ou au porteur, apparaît susceptible de causer la même perturbation sociale, alors que le tireur l'aurait remis au preneur originaire, soit avec *l'animus donandi* soit à titre d'avance, par exemple, pour l'exécution d'un marché futur et sans rien recevoir immédiatement en échange; car si le preneur l'endosse ou le transmet à son tour, le titre pourra servir d'instrument de paiement à une série de personnes, provoquer de la part de tiers des remises de valeurs ou de marchandises, entraîner enfin des décharges dont la présentation infructueuse du chèque seule fera constater finalement l'absence de cause.

L'article 509 a donc besoin d'être complété, en principe, même en ce qui concerne l'émission sans provision.

Pour le retrait de la provision, l'utilité d'une disposition nouvelle est manifeste. Bien difficile est la preuve à fournir, dans le cadre de l'article 509, que le tireur savait, en émettant le titre, que le tiré ne serait plus son débiteur à l'échéance (c'est-à-dire au moment de la présentation, lorsqu'il s'agit d'effets à vue), autrement dit qu'il avait prémédité de retirer la provision avant même de tracer le chèque.

Reste la question du blocage, pour employer cette expression devenue courante.

La volonté d'atteindre également cet acte matériel n'est pas douteuse, à lire les développements de la proposition de loi.

Mais le texte, pas plus que celui de la loi française de 1917, n'en fait aucune mention.

Peut-on admettre que le blocage est implicitement compris dans le retrait ? C'est bien délicat.

La Cour de cassation de France s'était décidée pour l'affirmative par un arrêt de la Chambre criminelle du 31 mars 1922 (D. F. 1922, I, 61). Mais il y eut du flottement dans la jurisprudence, notamment dans celle de la Cour d'appel de Paris.

C'est pourquoi la loi française du 12 août 1926, vint combler comme suit les lacunes de la législation antérieure :

« ART. 4. — Celui qui, de mauvaise foi, a, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible ou avec une provision inférieure au montant du chèque, soit retiré, après l'émission tout ou partie de la provision, soit fait défense au tiré de payer, est passible des peines de l'escroquerie prononcées par l'article 405 du Code pénal. Dans ce cas, l'amende ne peut excéder le double ni être inférieure à la moitié du montant du chèque. L'article 463 du Code pénal est applicable à ces délits. »

En ce qui concerne les peines d'emprisonnement et d'amende, le Comité per-

manent a considéré qu'il n'y avait pas lieu d'en prévoir d'autres que celles comminées par l'article 509 du Code pénal belge, les infractions envisagées étant de même nature et présentant la même gravité.

En ce qui concerne plus spécialement l'amende, il a estimé que le point de vue fiscal et le point de vue pénal ne devaient pas être confondus. L'amende fiscale demeurera régie par la loi du 20 juin 1873 sur les chèques que la proposition présente n'aura pas pour effet d'abroger.

Le Comité permanent a jugé, d'autre part, qu'il ne suffisait pas d'amender la proposition de loi de MM. Huysmans et consorts pour y viser explicitement le blocage de la provision.

Il échet d'atteindre pénalement les chèques insuffisamment provisionnés au même titre que ceux pour lesquels aucune provision n'a été fournie au préalable. Les uns comme les autres sont, en effet, irréguliers en Belgique au regard de la loi commerciale.

Une disposition répressive à cet égard était donc plus indiquée encore qu'en France où le chèque insuffisamment provisionné est valable à concurrence du montant de cette provision.

Il a paru opportun d'envisager également le cas où, sans être coauteur ou complice de l'émission d'un chèque sans provision, le preneur céderait son titre à un tiers après l'avoir présenté à paiement et constaté ainsi à ce moment qu'il n'y avait pas de provision suffisante et disponible. Cette fraude méritait d'être érigée en délit spécial.

Enfin, il a semblé utile, pour faire l'éducation du public, de donner à la loi nouvelle le plus grand retentissement, en imposant aux banquiers établis en Belgique l'obligation de reproduire sur la couverture des carnets de chèques, qu'ils délivrent à leur clientèle, le texte intégral de la loi.

III. — *Élément moral de l'infraction nouvelle.*

Dans ce domaine, le comité permanent n'a pas hésité à s'écarter de la loi

de 1917 et de la jurisprudence française fondée sur cette loi.

La mauvaise foi n'était requise par celles-ci que s'il s'agissait d'un chèque émis sans provision préalable et disponible. Lorsque le fait punissable était « le retrait après l'émission de tout ou partie de la provision », la bonne foi n'était pas élisive de l'infraction. Le délit par retrait existe du moment qu'il a été opéré sciemment, même si le retrait est justifié, décidait la Cour de Paris. (Arrêt du 26 janvier 1925, D. H. 1925, p. 148; SIREY 1925, 2, 97 et la note de M. CHAVEGRIN.) Cette jurisprudence se fondait notamment sur un argument de texte, les mots « de mauvaise foi » n'étant accolés qu'à la partie de la phrase visant l'émission sans provision. Elle était combattue d'ailleurs par d'autres arrêts.

Or, la proposition de loi belge n'a pas craint de s'exposer aux mêmes vicissitudes. Elle aussi accole les mots « à dessein de nuire » à la première partie de la phrase, laissant donc supposer que pour le retrait de la provision, et pour son blocage, le cas échéant, le dol général, c'est-à-dire le fait d'agir sciemment suffira comme élément moral de l'infraction.

Il convient cependant, dans une matière aussi délicate, de définir avec précision quel sera le dol requis dans chaque cas particulier pour qu'il y ait infraction punissable.

L'article 509 appelait déjà dans cet ordre d'idées certaines réserves : son texte fait usage du terme « frauduleusement », ce qui correspond à la notion du dol spécial, généralement exigé dans les délits analogues (vol, escroqueries, abus de confiance), alors que les travaux préparatoires montrent que c'est le dol ordinaire, semble-t-il, que le législateur belge a pris en considération, la question n'a jamais été définitivement tranchée en Belgique.

Faut-il pour l'infraction nouvelle, exiger le dessein de nuire, le mobile méchant ou frauduleux, c'est-à-dire le dol spécial ?

M. le Sénateur Huysmans, dans ses développements, répond à cette question par l'affirmative, et sans doute serait-ce aller directement à l'encontre du but poursuivi, de la vulgarisation des paiements par chèques ainsi que de tous autres procédés économisant la monnaie, que d'effrayer le public par la menace de sanctions pénales excessives.

Le Comité permanent estime que certaines distinctions s'imposent.

Quiconque met en circulation un titre non provisionné, sait ou doit nécessairement savoir qu'il va créer une perturbation sociale. Le dol ordinaire suffit donc comme élément moral de cette infraction. Le tireur sera punissable, à la seule condition qu'il ait agi sciemment, qu'il ait su en émettant l'effet ne pouvoir disposer chez le tiré d'une provision, déjà constituée, suffisante à en assurer le paiement.

La préalabilité comme la disponibilité de la provision sont des notions précisées par la jurisprudence et les études suscitées par la loi du 20 juin 1873.

Le tireur ne peut considérer la provision comme préalable qu'à la condition qu'il la croie déjà constituée au moment où il émet l'effet.

Il ne peut considérer cette provision comme disponible que pour autant qu'il ait la conviction que le tiré soit prêt à s'en dessaisir.

Le tireur sera donc coupable de l'infraction analysée, s'il émet le titre sachant que la provision ne sera constituée que postérieurement à l'émission. Il le sera de même si, titulaire d'une créance suffisante à charge du tiré, il émet un chèque sachant que le tiré, pour une raison quelconque, en refusera le paiement.

Dans le cas spécial qui a été prévu, le cédant sera lui aussi coupable dès qu'il connaîtra le vice du titre qu'il aura néanmoins transféré à un tiers.

Au contraire, pour le blocage ou le retrait de la provision, il existe des éventualités où le tireur, tout en agissant

sciemment, ne causera aucun tort à la collectivité, et où son attitude sera, au contraire, pleinement justifiée.

Citons, simplement les cas d'oppositions visés à l'article 39 de la loi sur la lettre de change (perte du titre, faillite du porteur ou son incapacité de recevoir). On peut même envisager des cas de retrait ou révocation de bonne foi. (Cfr. LÉVY MORELLE et SIMONT, *Le Chèque*, n° 96). Et sans toucher à la position des tiers porteurs dont les droits triompheront sans peine en justice, il faut reconnaître que ces révocations lorsque le titre est demeuré en possession du preneur originaire, ne peuvent, en réalité, causer de tort à personne.

C'est pourquoi il paraissait s'imposer, à l'égard du blocage et du retrait, que le dol spécial, *le dessein de nuire*, fut exigé comme le dit M. le Sénateur Huysmans.

La loi pénale aurait risqué, sinon, d'immobiliser pendant cinq ans, c'est-à-dire jusqu'à l'expiration du délai de prescription du titre, les fonds représentant la provision d'effets supposés détruits ou perdus, ou même dont la remise aurait été reconnue sans cause valable par décision de la justice civile ou commerciale.

La difficulté a été résolue de la façon suivante :

Pour le retrait pur et simple de la provision, qui laisse le tiers porteur sans défense contre l'insolvabilité du tireur, un délai de trois mois a été prévu, à l'expiration duquel la révocation du chèque cessera d'être punissable. Mais jusqu'à ce moment, le retrait de tout ou partie de la provision sera réprimé au même titre que l'émission du chèque sans provision, c'est-à-dire à la seule condition que le tireur ait agi sciemment.

Pour le blocage, au contraire, qui malgré les entraves temporaires qu'il apporte au paiement, laisse subsister en faveur du porteur du chèque la sûreté réelle que constitue pour lui la provision, le dol spécial, c'est-à-dire

l'intention frauduleuse ou le dessein de nuire, sera requis pour que l'opposition à paiement entraîne des poursuites pénales.

La proposition de loi évitera de cette façon de mettre en contradiction la législation répressive avec la loi commerciale et les usages bancaires.

Il est permis d'affirmer, au surplus, qu'un délai de trois mois doit normalement suffire pour que le chèque remplisse pleinement sa fonction économique d'instrument de paiement, même s'il est tiré d'une place fort éloignée du lieu où il doit être présenté.

Le porteur qui conserverait son titre en portefeuille plus de trois mois sans le présenter, ne mérite pas une protection nouvelle du législateur. Car il n'est pas désirable que l'usage du chèque soit confondu par le public avec celui des billets de banque ou des instruments de crédit.

IV. — *Extension de la proposition de loi à d'autres titres que les chèques.*

Le Comité permanent est partisan de cette extension, sans se faire illusion sur sa portée pratique immédiate.

Il convient, en effet, d'éviter que pour tourner la loi pénale, les esprits ingénieux imaginent un nouvel instrument de paiement rentrant dans le cadre très large de l'article 1^{er} de la loi du 20 juin 1873, et dont ils feraient usage en lieu et place du chèque.

Il se peut, au surplus, que certaines banques mettent soit actuellement, soit dans l'avenir, à la disposition du public ou de leur clientèle, des bons ou mandats de virement susceptibles d'être endossés ou transmis au porteur.

Mais, d'autre part, il est certain que les accreditifs (terme réservé généralement aux chèques tirés par la Banque Nationale de Belgique sur ses agences et vice-versa ou d'une agence sur l'autre), les chèques dits de succursales, ceux

délivrés par les agences de voyages, les billets de banque à ordre et autres titres similaires ne sont, juridiquement, que des chèques tirés par les établissements financiers sur eux-mêmes et dont le paiement ne court en général aucun risque. En effet, le tireur et le tiré de ces dispositions se confondent tout au moins en ce qui concerne leur patrimoine; le tireur vend le titre à ses guichets contre paiement d'un prix qui, entrant immédiatement dans sa caisse, constitue l'exacte contrevalet de la provision, c'est-à-dire que dans aucun cas, le tireur ne se prêterait, à la demande du preneur, par exemple, à un blocage qui anéantirait son propre crédit, puisqu'il équivaudrait à un acte de suspension de paiement de la part de la succursale ou de l'agence chargée d'honorer le titre à présentation.

De plus, pour les billets de banque à ordre, les chèques circulaires (du modèle italien), etc., leur usage ne s'est pas répandu dans le public en Belgique jusqu'à présent.

V. — *Conclusion.*

Nous donnons ci-après le texte amendé conformément aux considérations émises au Comité permanent du Conseil de législation.

Ajoutons qu'en incorporant la disposition nouvelle dans le Code pénal sous la forme d'un article 509bis, il apparaît inutile de reproduire l'article 2 de la proposition Huysmans. Les dispositions du Livre 1^{er} sur les circonstances atténuantes et la participation criminelle seront applicables de plein droit.

*
* *

B. — *Textes.*

ARTICLE PREMIER. — Il est ajouté au Code pénal un article 509bis ainsi conçu :

Est puni d'un emprisonnement d'un

mois à deux ans et d'une amende de 26 à 3,000 francs :

1^o Celui qui sciemment émet sans provision suffisante, préalable et disponible, un chèque ou tout autre titre à un paiement au comptant et à vue sur fonds disponibles;

2^o Celui qui cède un de ces titres, sachant que la provision n'est pas suffisante et disponible;

3^o Le tireur qui sciemment retire tout ou partie de la provision d'un de ces titres dans les trois mois de son émission;

4^o Le tireur qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, rend indisponible tout ou partie de la provision d'un de ces titres.

ART. 2. — Il est ajouté à la loi du 20 juin 1873 sur les chèques un article 13 ainsi conçu :

Tout banquier qui, délivrant en carnet

des formules de chèques payables à sa caisse, n'aura pas reproduit sur la couverture de chaque carnet le texte intégral de l'article 509*bis* du Code pénal, sera passible d'une amende de 50 francs par contravention.

ART. 3. — L'article 2 n'entrera en vigueur qu'un an après la publication de la présente loi.

Le présent avis a été arrêté, dans sa séance du mercredi 29 février 1928, par le Comité permanent du Conseil de législation composé de : M. Dejongh, *président*; MM. De Haene, Dupriez, Marcq, Morelle, Resteau, Servais et Speyer, *membres*; MM. Dullaert, Levy-Morelle et H. Simont, *membres adjoints*.

Le Président,
CHARLES DEJONGH.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 22 MAART 1928

Verslag uit naam van de Commissie voor Justitie, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking.

(Zie n^o 14 van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter-verslaggever; DE PIERPONT SURMONT DE VOLSBERGHE, DISIÈRE, DU BOST, LEBON, LIGY en VAN FLETEREN.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Over het zeer belangwekkende en hoogst gepaste wetsvoorstel van den geachten heer Armand Huysmans, dat mede onderteeënd werd door zijne geachte collegas Ligy en Seeliger, werd door het Bestendig Comiteit van den Raad voor Wetgeving, in zijne vergadering van 22 Februari 1928, het volgende advies uitgebracht. Eens te meer is de medewerking van deze instelling hoogst kostbaar gebleken bij het opmaken onzer wetten. Daarover zal men kunnen oordeelen met beide onderstaande teksten te vergelijken, eenerzijds het voorstel en anderzijds den tekst van het Comiteit.

Tekst van het Wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Met gevangenisstraf van twee maand tot twee jaar en met geldboete gelijk aan het vierde van de nominale waarde van den titel wordt gestraft degene die, met kwaadwillig opzet, een check uitgeeft zonder voorafgaande beschikbare dekking of die, na de uitgifte, de dekking geheel of gedeeltelijk afhaalt.

Tekst van het Bestendig Comiteit.

EERSTE ARTIKEL.

Aan het Wetboek van Strafrecht wordt een artikel 509^{bis} toegevoegd luidende als volgt :

« Met gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en met geldboete van 26 tot 3,000 frank wordt gestraft :

» 1^o Hij die, met voorweten, zonder toereikende, voorafgaande en beschikbare dekking, een check uitgeeft of eenigen anderen titel op contante betaling en op zicht op beschikbare fondsen;

» 2^o Hij die dergelijke titels afstaat, wetende dat de dekking ontoereikend en onbeschikbaar is;

» 3^o De trekker die met voorweten de dekking van dergelijke titels geheel of

gedeeltelijk binnen drie maand na de uitgifte afhaalt;

» 4^o De trekker die, met bedriegelijk opzet of met inzicht om te schaden, de dekking van een dezer titels geheel of gedeeltelijk onbeschikbaar maakt. »

ART. 2.

De wetsbepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden zijn van toepassing op het delict voorzien bij het eerste artikel dezer wet.

ART. 2.

Aan de wet op de checks van 20 Juni 1873 wordt een artikel 13 toegevoegd luidende :

« Met eene geldboete van 50 frank voor elke overtreding wordt gestraft de bankier die, bij de aflevering van een boekje met formulieren van checks, aan zijne kas betaalbaar, op den omslag niet woordelijk den tekst van artikel 509bis van het Wetboek van Strafrecht zal hebben overgedrukt. »

ART. 3.

Artikel 2 wordt pas van kracht één jaar na de bekendmaking van deze wet.

Uit de vergelijking van beide teksten zal men gemakkelijk het belang afleiden van de amendementen van het Bestendig Comité.

I. — Het wetsvoorstel bestraft enkel, althans in uitdrukkelijke bewoordingen, de uitgifte van checks zonder dekking. De nieuwe tekst treft :

a) De check, zelfs met ontoereikende dekking, want deze is onregelmatig ten zelfden titel als degene waarvoor heelemaal geen dekking vooraf werd gestort;

b) Elke andere titel van contante betaling en op zicht op beschikbare fondsen, gelijkgesteld met de checks bij artikel 1 der wet van 20 Juni 1873.

II. — Het voorstel bestraft enkel, behalve de uitgifte, de geheele of gedeeltelijke afhaling, na uitgifte, van de dekking. Buitendien treft de nieuwe tekst :

a) De afstand van een check zonder toereikende dekking;

b) Het verbod van uitbetaling, gewoonlijk genoemd « het blokkeeren van de dekking ».

III. — Op het stuk van zedelijk element van de nieuwe overtreding, bestraft het wetsvoorstel enkel de uitgifte of de afhaling zoo de dader gehandeld heeft met het inzicht om te schaden, dat wil zeggen, met kwade trouw; hier wordt bijzonder opzet geveegd. Volgens den nieuwen tekst, wordt bijzonder opzet slechts geveegd, dat wil zeggen bedriegelijk oogmerk of inzicht om te schaden, vanwege den trekker die de dekking geheel of gedeeltelijk onbeschikbaar maakt. In de overige gevallen

zal het volstaan, om den dader te straffen, dat hij met voorweten hebbe gehandeld, dat wil zeggen dat het hem bekend was : of dat de dekking niet zou voorhanden zijn, ofwel dat zij het pas na de uitgifte zou zijn, ofwel dat de betrokkene om eenige reden uitbetaling zou weigeren.

IV. — Het wetsvoorstel voorziet geen enkel termijn waarna de terugtrekking van de check ophoudt strafbaar te zijn. De nieuwe tekst bepaalt een termijn van drie maand vanaf welken de dekking mag afgehaald worden.

V. — Het wetsvoorstel voorziet bij artikel 2 dat de wetsbepalingen betreffende de verzachtende omstandigheden van toepassing zijn op het delict voorzien bij het eerste artikel; het Bestendig Comité acht dit artikel overbodig uit hoofde van de inlassing van de nieuwe bepalingen in het Wetboek van Strafrecht onder den vorm van een artikel 509*bis*.

VI. — Het Bestendig Comité stelt een aanvulling voor op de wet van 20 Juni 1873 op de checks, met elken bankier, die een boekje met formulieren voor checks aan zijn kas betaalbaar aflevert, te verplichten, op straf van een geldboete van 50 frank per overtreding, op den omslag van elk boekje den volledige tekst van artikel 509*bis* van het Strafwetboek over te drukken. Deze verplichting wordt echter pas van kracht één jaar na de bekendmaking der wet.

Na onderzoek van deze verschillende voorstellen, waarbij de indieners van het wetsvoorstel zich hebben aangesloten, heeft de Commissie voor Justitie eensgezind den tekst goedgekeurd door het Bestendig Comité opgemaakt; ten eerste dringt zij bij den Senaat aan opdat deze hem zou bekrachtigen.

De Voorzitter-Verslaggever,
ALEXANDER BRAUN.

(BIJLAGE)

BESTENDIG COMITÉIT VAN DEN RAAD VOOR WETGEVING

Vóór-ontwerp van wet tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking.

A. — Toelichting.

I. — *Algemeene opmerkingen.*

Het onderzoek van het wetsvoorstel van den heer Huysmans c. s. tot bestraffing van uitgifte van checks zonder dekking heeft de noodzakelijkheid doen uitschijnen den tekst van dit voorstel, ingegeven door de Fransche wet van

2 Augustus 1917, in overeenstemming te brengen met artikel 509 van ons Wetboek van Strafrecht, artikel dat niet zijn weergade heeft in het Fransche Strafwetboek.

Het bleek bovendien nuttig na te gaan of de wet aangenomen in 1917 door het Fransche Parlement, ten volle beantwoordde aan het nagestreefde doel

en of haar toepassing geen betwistingen had uitgelokt of aarzelingen in de rechtspraak, en die men ongaarne in België opnieuw zou zien ontstaan van zoodra een zelfde tekst zou afgekondigd worden; aldus werd vastgesteld dat deze wet heden bij onze naburen is ingetrokken en vervangen door artikel 4 der wet van 12 Augustus 1926.

Ten slotte leek het dat het voorstel niet moest beperkt worden tot de checks en dat het zou passen er ook aan te onderwerpen al de overige titels op contante betaling en de titels op zicht op beschikbare fondsen, gelijkgesteld met de checks bij het eerste artikel der Belgische wet van 20 Juni 1873.

II. — *Stoffelijk element van de nieuwe overtreding.*

Het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving is het eens met de indieners van het voorstel om te oordeelen dat niet alleen de uitgifte van titels zonder dekking moet getroffen worden, doch ook de terugtrekking van de dekking na de uitgifte, en zelfs het verbod te betalen (doorgaans genaamd « blokkeering van de dekking »), dat, door den trekker beteekend aan den betrokkene tusschen het oogenblik der uitgifte en dit der aanbidding, voor doel heeft de dekking onbeschikbaar te maken.

Elke dezer handelingen maakt inderdaad inbreuk op de zekerheid van de betaalmiddelen en brengt bij het publiek het vertrouwen aan 't wankelen, welk het wetsvoorstel voor doel heeft te versterken.

Artikel 509 van het Strafwetboek zou desnoods volstaan om de uitgifte zonder dekking te beteugelen indien men slechts het geval moest nagaan waar, in ruil voor den titel zonder dekking, de betrokkene fondsen, waarden of ontlastingen ontvangen heeft.

De uitgifte echter van een effect zonder dekking, indien het aan order

of aan toonder is, kan dezelfde sociale storing verwekken, wanneer de trekker het zou overhandigd hebben aan den oorspronkelijken nemer, hetzij met den *animus donandi*, hetzij als voorschot, bij voorbeeld ter uitvoering van een toekomstige verrichting en zonder onmiddellijk iets in ruil te ontvangen; want, indien de nemer het op zijn beurt endosseert of overdraagt, dan kan de titel als betaalmiddel dienen voor een reeks personen, vanwege derden overdrachten van waarden of koopwaren uitlokken, ontlastingen naslepen waarvoor de vruchteloze aanbidding van de check alleen ten slotte de afwezigheid van oorzaak zal doen vaststellen.

Artikel 509 moet derhalve in beginsel aangevuld worden, zelfs wat betreft de uitgifte zonder dekking.

Voor de afhaling van de uitgifte is het nut van een nieuwe beschikking geboden. Binnen het kader van artikel 509 is het zeer moeilijk het bewijs te leveren dat de trekker wist, bij het uitgeven van den titel, dat de betrokkene niet meer zijn schuldenaar zou zijn op den vervalddag (d. w. z. op het oogenblik van de aanbidding, wanneer het effecten op zicht betreft), met andere woorden dat hij beraamd had de dekking af te halen zelfs vóór het trekken van de check.

Blijft de vraag van de blokkeering, om een uitdrukking te gebruiken die ingang heeft gevonden.

De wil insgelijks die stoffelijke daad te treffen staat buiten kijf, indien men de toelichting van het wetsvoorstel leest.

De tekst echter, evenmin als deze van de Fransche wet van 1927, maakt daarvan geen melding.

Kan men aannemen dat de blokkeering stilzwijgend in de terugtrekking besloten ligt? Dit is zeer kiesch.

Het Fransche Hof van Cassatie heeft bevestigend geantwoord in een arrest van de Kamer in strafzaken van 31 Maart 1922 (D. F. 1922, I, 61). Er was echter onzekerheid in de rechtspraak, namelijk in deze van het Beroepshof te Parijs.

Om die reden werden de leemten van de vroegere Fransche wetgeving aangevuld door de wet van 12 Augustus 1926:

« ART. 4. — Met de straffen voorzien bij artikel 405 van het Strafwetboek inzake oplichting, wordt gestraft degene die kwaadwillig, hetzij een check uitgeeft zonder voorafgaande en beschikbare dekking, of met een dekking die lager is dan het bedrag van de check, ofwel, na uitgifte, de dekking geheel of gedeeltelijk afhaalt, ofwel den betrokkene verbiedt te betalen. In dit geval mag de geldboete niet hooger zijn dan het dubbele, noch lager dan de helft van het bedrag van de check. Op deze delicten is artikel 463 van het Strafwetboek van toepassing. »

Wat betreft de straffen met gevangenzetting of met geldboete, heeft het Bestendig Comité gemeend dat er geen reden toe is er andere te voorzien dan deze waarmee artikel 509 van het Belgisch Strafwetboek dreigt, de beoogde overtredingen van denzelfden aard en even zwaar zijnde.

Ten opzichte van de geldboete heeft het meer bepaald geoordeeld dat het fiscaal en het strafrechtelijk oogpunt niet mogen samengaan. De fiscale geldboete zal geregeld blijven door de wet van 20 Juni 1873 op de checks, welke dit voorstel niet zal intrekken.

Het Bestendig Comité heeft bovendien gemeend dat het niet volstond het voorstel van de heeren Huysmans c. s. te amendeeren om er uitdrukkelijk de blokkeering van de dekking door te treffen.

Het past strafrechtelijk de checks te treffen wier dekking ontoereikend is ten zelfden titel als deze waarvoor geen enkele dekking op voorhand werd geleverd. Beide zijn inderdaad onregelmatig in België ten aanzien van de Handelswet.

Een strafbepaling op dit gebied was dus nog meer geboden dan in Frankrijk, waar de check met ontoereikende dek-

king geldig is tot het beloop van het bedrag dier dekking.

Het bleek insgelijks gepast het geval te onderzoeken waarin, zonder mededader of medeplichtige te zijn van de uitgifte van een check zonder dekking, de nemer zijn titel zou afstaan aan een derde na hem ter uitbetaling aangeboden en op dat oogenblik vastgesteld te hebben dat er geen toereikende en beschikbare dekking was. Dit bedrog mocht als bijzonder delict voorzien worden.

Ten slotte bleek het nuttig, om het publiek op te leiden, de ruimste bekendheid aan de nieuwe wet te geven, met de in België gevestigde bankiers te verplichten op den omslag der checkboekjes die zij aan hun klanten afleveren, den uitvoerigen tekst van de wet over te drukken.

III. — *Zedelijk element van de nieuwe overtreding.*

In dit opzicht heeft het Bestendig Comité niet geaarzeld van de Fransche wet van 1917 en van de op deze wet gevestigde rechtspraak af te wijken.

De kwade trouw werden door deze laatste slechts gevergd wanneer het een check betrof zonder voorafgaande en beschikbare dekking uitgegeven. Wanneer het strafbaar feit « de geheele of gedeeltelijke terugtrekking is na de uitgifte van de dekking », was, sloot de goede trouw de overtreding niet uit.

Het delict wegens intrekking bestaat van het oogenblik dat het met voorweten werd begaan, zelfs zoo het afhalen van de dekking gegrond is; zoo luidde het arrest van het Hof te Parijs. (Arr. 26 Januari 1925, D. H. 1925, blz. 148; SIREY, 1925, 2, 97 en de nota van den heer CHAVEGRIN.) Deze rechtspraak was onder meer gesteund op een tekstargument, de woorden « de mauvaise foi » sloegen alleen op dit deel van den volzin dat uitgifte zonder dekking voor-

zag. Zij werd overigens in andere arresten betwist.

Het Belgische wetsvoorstel heeft niet gevreesd zich aan hetzelfde gevaar bloot te stellen. Daarin ook komen de woorden: « met kwaadwillig opzet » voor in het eerste deel van den zin, wat dus laat onderstellen dat voor het afhalen van de dekking, en voor haar blokkeeren, desvoorkomend, het bijzonder opzet, dat wil zeggen het feit met voorweten te handelen, volstaan zal als zedelijk element van het strafbaar feit.

In dergelijke kiesche zaak past het echter met nauwkeurigheid te bepalen welk opzet gevergd wordt in elk bijzonder geval om het strafbaar feit uit te maken.

Artikel 509 maakt in dit opzicht reeds eenig voorbehoud: daarin komt het woord « bedrieglijk » voor, wat overeenstemt met het begrip van bijzonder opzet over het algemeen voor dergelijke delicten gevergd (diefstal, oplichting, misbruik van vertrouwen), terwijl uit de voorbereidende werken blijkt dat de Belgische werkgever het gewone opzet op het oog had. De zaak werd in België nooit definitief uitgemaakt.

Moet men voor het nieuwe strafbare feit het inzicht om te schaden vergen, het kwaadwillig of bedrieglijk opzet, namelijk het bijzonder opzet?

In zijne toelichting beantwoordt Senator Huysmans deze vraag bevestigend, en ongetwijfeld zou het rechtstreeks indruischen tegen het nagestreefde doel, — namelijk de vulgarisatie van de betalingen per checks alsmede van alle andere wijzen van betaling die munt doen uitsparen — indien men het publiek moest afschrikken door de bedreiging met buitensporige strafbepalingen.

Het Bestendig Comité oordeelt dat er een zeker onderscheid geboden is. Alwie een titel zonder dekking uitgeeft weet of moet noodzakelijk weten dat hij aldus aanleiding geeft tot eene maatschappelijke storing. Het gewoon bedrog volstaat dus als zedelijk bestanddeel

dezer overtreding. De trekker is strafbaar mits de eenige voorwaarde dat hij met voorweten heeft gehandeld, dat hij wist, toen hij den titel uitgaaf, dat hij bij den betrokkene niet kon beschikken over eene reeds gestorte dekking, die toereikend is om betaling van dien titel te verzekeren.

De voorafgaande storting evenals de beschikbaarheid van de dekking zijn begrippen die nader worden bepaald door de rechtspraak en de studies waartoe de wet van 2 Juni 1873 aanleiding heeft gegeven.

De trekker kan de dekking slechts als voorafgaand beschouwen op voorwaarde dat hij geloove dat de dekking reeds is gestort op het oogenblik dat hij den titel uitgeeft.

Hij kan deze dekking slechts als beschikbaar beschouwen in zoover hij overtuigd is dat de betrokkene bereid is haar vrij te geven.

De trekker zal dus schuldig zijn aan de toegelichte overtreding, indien hij den titel uitgeeft wel wetende dat de dekking slechts zal gestort worden na de uitgifte. Dit zal eveneens het geval zijn, indien de trekker, ofschoon beschikende over eene toereikende schuldvordering ten laste van den betrokkene, een check uitgeeft wel wetende dat de betrokkene om eenigerlei reden betaling van dezelve zal weigeren.

In het bijzonder geval dat werd voorzien, zal hij die de check afstaat eveneens schuldig zijn zoodra hij bekend is met het gebrek van den titel, dien hij niettemin op een derde zal hebben overgedragen.

Daarentegen, voor het blokkeeren en het afhalen der dekking, bestaan er gevallen waarin de trekker, ofschoon met voorweten handelend, geenerlei nadeel berokkent aan de collectiviteit en waarin zijn gedrag daarentegen ten volle gewettigd is.

Wijzen wij bij voorbeeld op de gevallen van verzet bedoeld bij artikel 39 der wet op de wisselbrieven (verlies van den titel, faillissement van den houder

of zijne onbekwaamheid om geld te beuren). Men kan zelfs gevallen voorzien van afhaling of terugtrekking te goeder trouw. (Cfr. LÉVY MORELLE en SIMONT, *Le Chèque*, n^r 96). En zonder te raken aan den toestand der derdenhouders, wier rechten zonder moeite door het gerécht zullen worden erkend, moet men wel erkennen dat deze terugtrekkingen, wanneer de titel in het bezit van den oorspronkelijken acceptant is gebleven, in feite aan niemand nadeel kunnen berokkenen.

Derhalve scheen het geboden, ten opzichte van het blokkeeren en van de intrekking, dat het bijzonder bedrog *het kwaadwillig oogmerk*, worde geëischt, zooals Senator Huysmans zegt. Zooniet zouden de strafbepalingen gevaar loopen gedurende vijf jaar, namelijk na verloop van den termijn voor verjaring van den titel, de fondsen te blokkeeren die de dekking vertegenwoordigen van effecten die ondersteld worden vernietigd of verloren te zijn, of zelfs die bij beslissing der burgerlijke of handelsrechtbank zouden erkend zijn zonder geldige oorzaak te zijn uitgegeven.

De moeilijkheid werd aldus opgelost.

Voor de eenvoudige afhaling der dekking, die den derden-houder zonder verdediging laat tegenover het onvermogen van den trekker om te betalen, werd er een termijn van drie maand voorzien, na verloop van denwelke de intrekking van de check zal ophouden strafbaar te zijn. Tot daartoe echter zal het afhaken van de geheele dekking of van een gedeelte derzelve gestraft worden evenals de uitgifte van check zonder dekking, d. w. z. mits de eenige voorwaarde dat de trekker met voorweten heeft gehandeld.

Voor het blokkeeren daarentegen, dat spijs de tijdelijke belemmeringen van de betaling ten bate van den houder der check den werkelijken waarborg laat voortbestaan, die voor hem de dekking uitmaakt, zal het bijzonder bedrog, namelijk het bedrieglijk opzet of het inzicht om te schaden, worden geëischt opdat het verzet tegen betaling

aanleiding geve tot vervolging in strafzaken.

Aldus zal het wetsvoorstel vermijden de strafwetten in strijd te brengen met de wet op den koophandel en met de bankgebruiken.

Men mag trouwens bevestigen dat een termijn van drie maand normaal moet volstaan opdat de check ten volle haar economischen rol vervulle van betaalmiddel, zelfs indien zij wordt getrokken van uit een handelsplaats die ver is afgelegen van de plaats waar zij moet worden aangeboden.

De houder die zijn titel meer dan drie maand in portefeuille zou houden zonder hem aan te bieden, verdient geen nieuwe bescherming vanwege den wetgever. Het is immers niet wensche-lijk dat het gebruik van de check door het publiek worde verward met het gebruik van bankbiljetten of credietmiddelen.

IV. — *Uitbreiding van het wetsvoorstel tot andere titels dan de checks.*

Het Bestendig Comité is voorstander van deze uitbreiding, zonder echter illusies te koesteren over hare onmiddellijke practische beteekenis.

Er dient immers vermeden dat, om de strafwet te ontduiken, vindingrijke geesten een nieuw betaalmiddel zouden uitvinden, dat binnen het zeer ruime kader van artikel 1 der wet van 20 Juni 1873 valt, en dat zij zouden aanwenden in plaats van de check. Het kan trouwens gebeuren dat sommige banken, hetzij thans, hetzij in de toekomst, ter beschikking van het publiek of van hare klienteel bons of giro-mandaten zouden stellen, die kunnen worden geendosseerd of overgedragen op den houder. Doch van den anderen kant is het zeker dat de accreditieven (term die doorgaans wordt voorbehouden voor de checks getrokken door de Nationale Bank van België op hare agentschappen of omgekeerd, ofwel van een agentschap

op een ander), de zoogenaamde checks op filialen, de checks afgeleverd door de reisagentschappen, de bankbriefjes voor order en andere soortgelijke titels, juridisch gesproken, slechts checks zijn getrokken door de financieele inrichtingen op haarzelf en wier betaling doorgaans geen gevaar loopt. Immers, de trekker en de betrokkene dezer schikkingen staan gelijk althans wat hun patrimonium betreft; de trekker verkoopt den titel aan zijne winketten mits betaling van een prijs die onmiddellijk in zijne kas wordt gestort en de juiste tegenwaarde der dekking is, d. w. z. dat in geen enkel geval de trekker zich, op verzoek van den nemer bij voorbeeld, zou leenen tot een blokkeeren dat zijn eigen crediet zou teniet doen, vermits dit zou gelijk staan met eene daad van schorsing van betaling vanwege het bijhuis of het agentschap dat gelast is den titel bij de aanbieding eer aan te doen.

Bovendien, wat betreft de bankbiljetten op order, de cirkel-checks (van het Italiaansch model), enz., hun gebruik heeft tot nog toe in België bij het publiek geen ingang gevonden.

V. — *Besluit.*

Hierna geven wij den tekst die werd geamendeerd overeenkomstig de beschouwingen die in het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving in het midden werden gebracht.

Voegen wij erbij dat, met de nieuwe bepaling in het Wetboek van Strafrecht te lasschen bij wijze van een artikel 509bis, het overbodig lijkt artikel 2 van het voorstel Huysmans over te nemen. De bepalingen van het eerste boek betreffende de verzachtende omstandigheden en de deelneming aan een misdad blijven met volle recht toepasselijk.

*
* *

B. — *Teksten.*

EERSTE ARTIKEL. — Aan het Wetboek van Strafrecht wordt een artikel 509bis toegevoegd luidende als volgt :

« Met gevangenisstraf van één maand tot twee jaar en met geldboete van 26 tot 3,000 frank wordt gestraft :

» 1^o Hij die met voorweten, zonder toereikende, voorafgaande en beschikbare dekking een check uitgeeft, of eenigen anderen titel op contante betaling en op zicht op beschikbare fondsen;

» 2^o Hij die dergelijke titels afstaat, wetende dat de dekking ontoereikend en onbeschikbaar is;

» 3^o De trekker die met voorweten de dekking van dergelijke titels geheel of gedeeltelijk binnen drie maand na de uitgifte, afhaalt;

» 4^o De trekker die, met bedriegelijk opzet of met inzicht om te schaden, de dekking van een dezer titels geheel of gedeeltelijk onbeschikbaar maakt. »

ART. 2. — Aan de wet op de checks van 20 Juni 1873 wordt een artikel 13 toegevoegd luidende :

« Met eene geldboete van 50 frank voor elke overtreding wordt gestraft de bankier die, bij de aflevering van een boekje met formulieren van checks, aan zijne kas betaalbaar, op den omslag niet woordelijk den tekst van artikel 509bis van het Wetboek van Strafrecht zal hebben overgedrukt. »

ART. 3. — Artikel 2 wordt pas van kracht één jaar na de bekendmaking van deze wet.

Dit advies werd bepaald vastgesteld ter vergadering van Woensdag 29 Februari, door het Bestendig Comité van den Raad voor Wetgeving, samengesteld uit de heeren Dejongh, *voorzitter*; De Haene, Dupriez, Marcq, Morelle, Restreau, Servais en Speyer, *leden*; Dullaert, Levy-Morelle en H. Simont, *toegevoegde leden*.

De Voorzitter,
CHARLES DEJONGH.